CHAMBRE DES COMMUNES.

Présidence de l'hon. EDGAR N. RHODES.

Samedi, 15 septembre 1917.

La séance est ouverte à trois heures.

DEPOT D'UN DECRET DU CONSEIL RELATIF AUX CITOYENS DE NATIONALITE ENNEMIE.

Par le très hon. sir ROBERT BORDEN: Copie d'un décret du conseil approuvé le 13 septembre, au sujet des conditions d'après lesquelles la naturalisation peut être accordée à des personnes originaires de pays ennemis, si elles habitent le pays depuis longtemps.

1re LECTURE

D'un projet de loi (bill n° 132) émanant du Sénat, déposé par l'honorable M. Meighen, tendant à modifier la loi des compagnies.

TRIBUNAUX INSTITUES EN VERTU DE LA LOI DU SERVICE MILITAIRE.

Le très hon. sir WILFRID LAURIER: Je regrette d'être obligé de demander de nouveau au Gouvernement de déposer sur le bureau la liste des tribunaux qui seront établis en vertu de la loi du service militaire.

L'hon. M. DOHERTY (ministre de la Justice): La proclamation établissant les tribunaux a été publiée officiellement dans le numéro du 12 septembre de la "Gazette du Canada" et je dépose un numéro de la "Gazette".

L'hon. sir SAM HUGHES: Puis-je demander si des exemplaires de la "Gazette" ont été déposés dans nos boîtes à la poste?

L'hon. M. DOHERTY: Je dépose le numéro de la "Gazette" sur le bureau en ce moment.

Le très hon. sir ROBERT BORDEN: Je crois que tous les députés reçoivent la "Gazette du Canada".

L'hon. sir SAM HUGHES: Je le sais, mais nous ne la voyons jamais. Elle arrive avec les journaux et est habituellement jetée au panier.

Le très hon. sir ROBERT BORDEN: Nous ne saurions forcer les honorables députés à la lire.

L'hon. M. MURPHY: Puis-je demander si cette liste est susceptible d'être amendée, corrigée ou augmentée?

L'hon. M. DOHERTY: Oui, nous devons agir ainsi si les conditions l'exigent. Il y a dans la loi une disposition portant que des modifications pourront se faire au besoin.

L'hon. M. GRAHAM: L'inconvénient, c'est que la "Gazette" est envoyée à notre demeure particulière et que nous sommes ici à Ottawa.

Le très hon. sir GEORGE FOSTER: Vous devriez être chez vous à cette heure.

L'hon. M. GRAHAM: Ce n'est pas notre faute. Nous avons eu du travail à faire ici.

L'hon. M. DOHERTY: Je vais voir s'il est possible de faire adresser d'autres exemplaires aux députés.

Le très hon. sir WILFRID LAURIER: D'après ce que les journaux ont publié, il semblerait qu'il y ait une grave imperfection dans l'établissement de ces tribunaux. Par exemple, il paraîtrait qu'on doit établir 165 tribunaux dans la ville de Montréal, mais rien n'indique où ils se trouveront. Ce serait un peu différent pour les districts ruraux. Dans le comté de Montmorency, par exemple, on établira des tribunaux à Sainte-Anne-de-Beaupré, à Château-Richer et en d'autres endroits. Je présume qu'on n'a pas surveillé ces détails.

L'hon. M. DOHERTY: A Montréal et dans les grandes villes, je crois qu'il était question de confier au registraire le soin de fixer les emplacements, après avoir pris des informations pour se rendre compte de ce qui conviendrait le mieux à tout le monde. Dans une ville, il n'est pas aussi facile de fixer les emplacements que dans les villages et les municipalités. Le registraire devait prendre des arrangements pour obtenir des emplacements convenables, après quoi nous aurions publié un avis spécial donnant l'adresse exacte des tribunaux.

L'hon. M. GRAHAM: Sera-t-il possible de faire quelques corrections? Un monsieur s'est adressé à moi hier soir et m'a fait remarquer que le nombre des tribunaux ne lui paraissait pas suffisant dans son comté, parce que les distances étaient très grandes. J'ai communiqué sa proposition au premier ministre ce matin, mais j'aurais dû l'envoyer au ministre de la Justice.

L'hon. M. DOHERTY: J'ai déjà dit, en réponse à l'honorable député de Russell (M. Murphy), que si les conditions indiquaient que de nouveaux tribunaux sont nécessaires, on en établirait d'autres. Cela peut se faire en conformité de la loi.